

PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture

Direction
des Libertés Publiques

ARRÊTE

n° 2011-DLP/BUPE-**56** du

21 FEV. 2011

mettant en demeure la société ELYSEE COSMETIQUES à FOLKLING de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2010 DLP/BUPE 175 du 10 mai 2010

LE PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le Code de l'Environnement, partie législative et partie réglementaire, notamment le titre 1^{er} du livre V ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU** l'arrêté préfectoral DCTAJ-2010-97 en date du 30 décembre 2010 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-Francis TREFFEL, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- VU** les arrêtés préfectoraux n°2000-AG/2-159 du 22 mai 2000, n°2001-AG/2-23 du 22 janvier 2001, n°2001-AG/2-259 du 13 juillet 2001 et n°2002-AG/2-138 du 15 mai 2002 autorisant la Société ELYSEE COSMETIQUES à exploiter une unité de fabrication de produits cosmétiques sur le site du Technopôle de Forbach-Sud à FOLKLING ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-175 du 10 mai 2010 imposant à la société ELYSEE COSMETIQUES la réalisation d'une étude technico-économique sur les mesures de maîtrise des risques permettant de réduire la probabilité ou la gravité des phénomènes dangereux situés dans les cases MMR de la matrice probabilité-gravité définie pour l'établissement ;
- VU** l'étude et le courrier remis par l'exploitant en date du 30 décembre 2010, reçus en préfecture en date du 18 janvier 2011 ;
- VU** le rapport référencé Folkling Elysée Cosmétiques 2011-02-15 RADIV PC MV 23818 de l'Inspection des Installations Classées en date du 17 février 2011 ;

Considérant que l'étude remise par l'exploitant ne comporte aucune approche économique, ce qui est non-conforme à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-175 du 10 mai 2010 ;

Considérant que le non-respect de cette prescription réglementaire empêche d'identifier les mesures de maîtrise des risques envisageables d'un point de vue technique et dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit en termes de sécurité globale de l'installation, soit en termes de sécurité pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en cas de constatation de non-respect des conditions imposées à un exploitant, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ses obligations, en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

A R R E T E

Article 1^{er} : La Société ELYSEE COSMETIQUES, située à FOLKLING, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2010 susvisé dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté

Article 2 : Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du titre 1 du livre V du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 3 : En vertu des dispositions du décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,
La Sous-préfète de FORBACH
Les inspecteurs des installations classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de la commune de FOLKLING où est implantée l'entreprise.

Fait à Metz,

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



RECEVU

